

# Le pouvoir évoque un possible report des élections

BURUNDI Un conseiller présidentiel a parlé d'un délai de quelques jours seulement par rapport aux dates initiales

Pour la première fois depuis l'échec du coup d'État au Burundi, le président Pierre Nkurunziza est apparu publiquement hier à Bujumbura, à dix jours du début d'élections générales qui pourraient être légèrement reportées.

Vêtu d'un costume bleu à manches courtes, l'air détendu et souriant, Pierre Nkurunziza s'est exprimé très brièvement devant la presse à son palais du centre de la capitale, serrant même la main de quelques journalistes. Il n'a cependant pas parlé des derniers événements politiques dans son pays, se contentant d'évoquer en trois phrases des mesures contre de possibles attentats islamistes.

Depuis fin avril, le chef de l'État, au pouvoir depuis 2005, fait face à un mouvement de contestation populaire contre sa candidature à un troisième mandat pour la présidentielle du 26 juin, ceci alors que des élections législatives et communales sont théoriquement prévues dès le 26 mai.

Les militaires putschistes avaient justifié leur tentative de coup d'État par le « mépris » du président envers son peuple sur cette question d'un troisième mandat, que l'opposition et la société civile jugent anticonstitutionnel. Alors que le putsch était encore en cours, Pierre Nkurunziza était rentré dès jeudi soir au Burundi, selon la présidence, d'abord dans sa région natale de Ngozi au nord puis à Bujumbura vendredi, précipitant l'échec de la mutinerie.

Une vingtaine de putschistes, dont au moins trois meneurs, ont depuis lors été arrêtés et présentés à la justice. D'autres, hospitalisés dans un hôpital de Bujum-

bura, ont également été cette semaine traqués par des membres des forces loyalistes lors d'une opération qui a dégénéré en un vaste échange de tirs selon des responsables des forces de sécurité s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Le cerveau présumé du coup, le général Godefroid Niyombare, un ex-compagnon d'arme de Pierre Nkurunziza au sein de la guérilla hutu aujourd'hui au pouvoir, est pour sa part toujours en fuite, selon les autorités.

Interrogé hier, un conseiller à la présidence, Willy Nyamitwe, a évoqué pour la première fois depuis le début de la crise un possible report, infime toutefois, du processus électoral : « Ça s'est passé en 2005, ça s'est passé en 2010, pourquoi ça ne se passerait pas en 2015 si la Commission électorale trouve qu'on peut faire un glissement de deux à trois jours, d'une semaine... » Il revient selon lui à cette Commission (Ceni) d'évaluer « si les conditions sont réunies pour la tenue des élections », a-t-il toutefois souligné, rappelant également les « délais » imposés par la Constitution pour éviter toute vacance du pouvoir. Le report des élections est demandé par certains responsables de l'opposition, mais les manifestants exigent avant tout le retrait de la candidature de M. Nkurunziza.

M. Nyamitwe a par ailleurs « condamné avec la dernière énergie » les attaques qui ont visé plusieurs radios privées pendant la tentative de putsch. La présidence « regrette vraiment qu'on en arrive à faire taire les médias d'une façon aussi violente », a-t-il déclaré, assurant que ces médias

pouvaient reprendre leurs émissions « à n'importe quel moment ».

La RPA, la Radio-Télé Renaissance, et deux autres radios privées, Bonesha et Isangarino, qui avaient diffusé les messages des putschistes, ont été attaquées par les forces pro-Nkurunziza pendant la tentative de coup d'État et ne peuvent plus émettre aujourd'hui. Dès le premier jour des manifestations, ces radios avaient été la cible des autorités, la RPA étant même complètement coupée. Une autre station privée, Radio Rema, considérée comme la voix du CNDD-FDD au pouvoir, a été saccagée par des manifestants opposés au troisième mandat.

Il ne reste quasiment plus aujourd'hui de médias privés indépendants au Burundi, alors que la radio-télévision (RTNB) continue, elle, de relayer les messages présidentiels. Le patron de la RPA a fui à l'étranger et plusieurs journalistes de médias privés se cachent.

Opposants et membres de la société civile craignent les représailles du pouvoir et des Imbonerakure. Ces jeunes du parti présidentiel sont accusés d'appuyer les services de sécurité et sont très implantés dans le quartier de Kamenge, un fief du CNDD-FDD en périphérie nord-est de Bujumbura.

Dès son retour vendredi à Bujumbura, le chef de l'État a clairement mis en garde les opposants à sa candidature présidentielle, faisant le lien entre les manifestants et les militaires qui ont tenté de le renverser, tout en exigeant « avec force » l'« arrêt immédiat du soulèvement » populaire. (afp) ■